

## Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2018 définitive





 DIRECTION GÉNÉRALE DES  
FINANCES PUBLIQUES

<b>Synthèse</b> .....	<b>2</b>
Faits marquants .....	2
Chiffres clés .....	4
<b>Solde d'exécution budgétaire</b> .....	<b>5</b>
<b>Dépenses</b> .....	<b>6</b>
Dépenses du budget général par titres et catégories .....	6
Dépenses du budget général par missions et programmes .....	7
<b>Recettes</b> .....	<b>10</b>
Recettes fiscales du budget général .....	10
Recettes non fiscales du budget général .....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours .....	14
<b>Opérations des comptes spéciaux</b> .....	<b>15</b>
<b>Données patrimoniales</b> .....	<b>16</b>
Correspondants du Trésor et personnes habilitées .....	16
Dette financière de l'Etat .....	17
<b>Notes méthodologiques</b> .....	<b>18</b>



## Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -76,002 Md€

Le solde d'exécution budgétaire au 31 décembre 2018 s'élève à -76,002 Md€ contre -64,772 Md€ au 31 décembre 2017 à périmètre constant.

Cette évolution (-11,230 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 1,563 Md€, une diminution des recettes nettes de 4,890 Md€ ainsi qu'une variation du solde des comptes spéciaux de -4,707 Md€ et des budgets annexes de -0,068 Md€.

## Dépenses du budget général (nettes de R et D\*) : 329,722 Md€

*Les principales dépenses de l'année par mission (en CP)*

► **Mission Enseignement scolaire** : 71,661 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (32,917 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (22,001 Md€) ;

► **Mission Défense** : 43,287 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (22,919 Md€), du programme « Equipement des forces » (10,010 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (8,963 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 42,119 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs) » (41,541 Md€) ;

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 27,579 Md€, notamment au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (13,404 Md€) ;

Les dépenses nettes au 31 décembre 2018 s'élèvent à 329,722 Md€ contre 328,159 Md€ au 31 décembre 2017 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,563 Md€) résulte principalement des hausses des dépenses de personnel de 2,039 Md€

► **Mission Sécurités** : 19,884 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (10,596 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (8,735 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 19,847 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (11,333 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (6,986 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 17,826 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (14,346 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 14,949 Md€, essentiellement au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » (7,477 Md€) et du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (6,724 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 13,517 Md€, dont 5,399 Md€ au titre du programme « Infrastructures et services de transports ».

(écart conforme aux prévisions) et des dépenses d'investissement de 0,687 Md€, compensées en partie par la baisse des dépenses d'intervention de 0,844 Md€ (essentiellement au titre de la mission « Travail et emploi »).

## Recettes du budget général (nettes de R et D\*) : 252,816 Md€

*Les principales recettes de l'année*

► **TVA nette** : 156,729 Md€ ;

► **IR net** : 73,010 Md€ ;

► **Enregistrements, timbres, autres contributions et taxes indirectes** : 36,608 Md€, dont les droits de mutations à titre gratuit pour 16,170 Md€ et les autres taxes intérieures pour 9,982 Md€ (essentiellement la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) ;

► **IS net (hors CSB)** : 27,386 Md€ ;

► **Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques** : 13,678 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -20,645 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -40,325 Md€, principalement la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour -26,974 Md€.



## Recettes fiscales (nettes de R&D\*) : 295,392 Md€

Les recettes fiscales nettes au 31 décembre 2018 s'élèvent à 295,392 Md€ contre 295,976 Md€ au 31 décembre 2017 à périmètre constant.

Cette évolution contenue (-0,584 Md€) est marquée par des recettes fiscales brutes en augmentation (+12,570 Md€) et des R&D plus élevés de 13,154 Md€ par rapport à 2017.

Les recettes nettes d'IS ont notamment baissé de 8,329 Md€ (-0,797 Md€ en recettes brutes et -7,532 Md€ de R&D).

Participent également à la baisse des recettes fiscales, les encaissements d'IFI, inférieurs de 3,167 Md€ à ceux de l'ISF en 2017, et les recettes diverses en baisse de 1,796 Md€ (essentiellement au titre de la

contribution additionnelle à l'IS sur les montants de dividendes distribués, conformément à la prévision).

Cet effet négatif est partiellement compensé par une hausse de TVA nette de 6,700 Md€ (+8,295 Md€ de recettes brutes). Sont également en augmentation les droits de mutation à titre gratuit pour 3,340 Md€) et les recettes de TICPE (+3,196 Md€).

A noter également, les remboursements de la contribution de 3 % sur les dividendes distribués, intervenus en 2018, à hauteur de 3,749 Md€ et des R&D de TH supérieurs de 3,034 Md€ à ceux de 2017 à la suite de la prise en charge par l'Etat de la mesure d'exonération progressive.

## Recettes non fiscales : 13,886 Md€

Les recettes non fiscales au 31 décembre 2018 s'élèvent à 13,886 Md€ contre 13,818 Md€ au 31 décembre 2017.

## Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -60,970 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat au 31 décembre 2018 s'élèvent à -60,970 Md€ contre -56,224 Md€ au 31 décembre 2017.

Cette évolution (-4,746 Md€) s'explique par des versements à l'Union européenne en hausse de 4,265 Md€, conformément aux prévisions.

## Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : 0,823 Md€

Le solde des comptes spéciaux au 31 décembre 2018 s'élève à 0,823 Md€ contre 5,530 Md€ au 31 décembre 2017.

Cette évolution (-4,707 Md€) s'explique essentiellement par la diminution du solde des comptes de commerce pour -3,978 Md€ (notamment

le compte « Soutien financier au commerce extérieur » en diminution de -3,872 Md€ en raison de la recette constatée lors du solde du compte de la COFACE en janvier 2017) et du solde des comptes d'affectation spéciale pour -1,085 Md€.

## Solde des budgets annexes : 0,082 Md€

Le solde des budgets annexes au 31 décembre 2018 s'élève à 0,082 Md€ contre 0,150 Md€ au 31 décembre 2017.

Cette évolution (-0,068 Md€) s'explique principalement par la diminution du solde du budget

annexe « Contrôle et exploitation aériens » (BACEA) de 0,083 Md€. Cette diminution est partiellement compensée par la hausse de 0,015 Md€ du solde du budget annexe « Publication officielle et information administrative » (BAPOIA).

## Correspondants du Trésor et personnes habilitées au 31 décembre : 116,913 Md€

Les dépôts des correspondants du Trésor et personnes habilitées au 31 décembre 2018 s'élèvent à 116,913 Md€ contre 107,075 Md€ au 31 décembre 2017.

Cette évolution (+9,838 Md€) résulte principalement de la hausse des comptes de dépôts de fonds des collectivités et établissements publics locaux (CEPL) pour 3,811 Md€, des gouvernements étrangers et

organismes à l'étranger pour 3,208 Md€, des établissements publics nationaux (EPN) pour 2,253 Md€ et des autres correspondants du Trésor et comptes rattachés pour 2,186 Md€.

Cette augmentation est partiellement compensée par la baisse des comptes de dépôts de fonds de l'Union européenne à hauteur de 1 624 Md€.

## Dettes financières de l'Etat au 31 décembre : 1 763,417 Md€

La dette financière de l'Etat au 31 décembre 2018 s'élève à 1 763,417 Md€ contre 1 693,301 Md au 31 décembre 2017.

Cette évolution (+70,116 Md€) s'explique notamment

par des flux nets positifs d'OAT (émissions nettes de remboursements de 83,860 Md€). Les montants nets des BTM ont diminué de 13,573 Md€ depuis le début de l'année.



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre			Renvoi Page
	2018	2018	2017 retraité	2017 exécuté	
unité : million d'€.					
<b>DONNEES BUDGETAIRES</b>					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-80 021	-76 002	-64 772	-67 668	5
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors BA et FMI)	-80 046	-76 083	-64 922	-67 818	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	329 942	329 722	328 159	326 775	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	249 736	252 816	257 706	253 427	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	73 104	73 010	73 020	73 020	
- IS *	25 696	27 386	35 715	35 715	
- TVA	157 003	156 729	150 029	152 419	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	160	823	5 530	5 530	15
Solde des Budgets annexes	25	82	150	150	
<b>DONNEES PATRIMONIALES</b>					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées		116 913			16
Dette financière de l'Etat		1 763 417			17

\* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2018	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dépenses nettes du budget général</b>				
Dotations des pouvoirs publics		992	991	991
Dépenses de personnel		129 626	127 587	127 612
Dépenses de fonctionnement		54 038	54 264	53 807
Charges de la dette de l'Etat		41 541	41 697	41 697
Dépenses d'investissement		11 811	11 124	11 124
Dépenses d'intervention		90 170	91 014	90 062
Dépenses d'opérations financières		1 544	1 481	1 481
<b>Total des dépenses (nettes de R et D) (I)</b>	<b>329 942</b>	<b>329 722</b>	<b>328 159</b>	<b>326 775</b>
<b>Recettes nettes du budget général</b>				
Recettes fiscales	293 329	295 392	295 976	295 633
Recettes non fiscales	13 609	13 886	13 818	13 818
Prélèvements sur recettes	-60 783	-60 970	-56 224	-60 161
Fonds de concours	3 582	4 508	4 136	4 136
<b>Total des recettes (nettes de R et D) (II)</b>	<b>249 736</b>	<b>252 816</b>	<b>257 706</b>	<b>253 427</b>
<b>Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)</b>	<b>310 520</b>	<b>313 786</b>	<b>313 930</b>	<b>313 587</b>
<b>SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)</b>	<b>-80 206</b>	<b>-76 906</b>	<b>-70 453</b>	<b>-73 348</b>
<b>Comptes spéciaux</b>				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-81	165	1 250	1 250
Solde des comptes de concours financiers	134	618	263	263
Solde des comptes de commerce	45	-19	3 959	3 959
Solde des comptes d'opérations monétaires	62	2 352	-667	-667
<b>SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)</b>	<b>160</b>	<b>823</b>	<b>5 530</b>	<b>5 530</b>
<b>Budgets annexes</b>				
- Contrôle et exploitation aériens	-4	32	115	115
- Publications officielles et information administrative	29	50	35	35
<b>SOLDE DES BUDGETS ANNEXES (V)</b>	<b>25</b>	<b>82</b>	<b>150</b>	<b>150</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors BA et FMI) (VI = III + IV)</b>	<b>-80 046</b>	<b>-76 083</b>	<b>-64 922</b>	<b>-67 818</b>
<b>SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (VII = III + IV + V)</b>	<b>-80 021</b>	<b>-76 002</b>	<b>-64 772</b>	<b>-67 668</b>



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2018	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>		<b>129 626</b>	<b>127 587</b>	<b>127 612</b>
Rémunérations d'activité		74 479	72 991	73 005
Cotisations et contributions sociales		54 419	53 878	53 888
Prestations sociales et allocations diverses		728	718	719
<b>AUTRES TITRES</b>		<b>200 096</b>	<b>200 571</b>	<b>199 163</b>
<b>Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics</b>		<b>992</b>	<b>991</b>	<b>991</b>
<b>Titre 3 - Dépenses de fonctionnement</b>		<b>54 038</b>	<b>54 264</b>	<b>53 807</b>
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		25 176	26 383	26 057
Subventions pour charges de service public		28 862	27 881	27 750
<b>Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat</b>		<b>41 541</b>	<b>41 697</b>	<b>41 697</b>
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		41 541	41 697	41 697
<b>Titre 5 - Dépenses d'investissement</b>		<b>11 811</b>	<b>11 124</b>	<b>11 124</b>
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat		9 149	8 575	8 575
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat		2 662	2 548	2 548
<b>Titre 6 - Dépenses d'intervention</b>		<b>90 170</b>	<b>91 014</b>	<b>90 062</b>
Transferts aux ménages		44 897	44 127	43 742
Transferts aux entreprises		15 930	16 532	16 726
Transferts aux collectivités territoriales		8 150	7 834	7 901
Transferts aux autres collectivités		21 167	22 486	21 659
Appels en garantie		26	35	35
<b>Titre 7 - Dépenses d'opérations financières</b>		<b>1 544</b>	<b>1 481</b>	<b>1 481</b>
Prêts et avances		155	281	281
Dotations en fonds propres		834	637	637
Dépenses de participations financières		554	564	564
<b>TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>329 942</b>	<b>329 722</b>	<b>328 159</b>	<b>326 775</b>





unité : million d'€	Prévisions annuelles 2018		Cumul à fin décembre 2018		Cumul à fin décembre 2017 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES <sup>(1)</sup></b>	<b>220</b>	<b>20</b>	<b>26</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants <sup>(1)</sup>	20	20	6	2	0
Fonds pour la transformation de l'action publique <sup>(1)</sup>	200	0	20	0	0
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>2 953</b>	<b>2 952</b>	<b>2 963</b>	<b>2 963</b>	<b>2 836</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	1 870	1 871	1 880	1 880	1 790
Diplomatie culturelle et d'influence	711	711	720	720	674
Français à l'étranger et affaires consulaires	358	358	363	363	372
Présidence française du G7 <sup>(1)</sup>	14	12	0	0	0
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>2 736</b>	<b>2 793</b>	<b>2 756</b>	<b>2 822</b>	<b>3 023</b>
Administration territoriale	1 743	1 739	1 727	1 719	1 703
Vie politique, culturelle et associative	121	123	171	176	371
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	872	932	858	927	950
<b>AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>3 297</b>	<b>3 408</b>	<b>2 756</b>	<b>3 442</b>	<b>4 272</b>
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture <sup>(2)</sup>	2 100	2 207	1 565	2 244	3 008
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	546	544	551	552	626
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	651	657	640	646	639
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>3 078</b>	<b>2 670</b>	<b>2 901</b>	<b>2 633</b>	<b>2 495</b>
Aide économique et financière au développement	1 264	957	1 100	929	932
Solidarité à l'égard des pays en développement	1 813	1 712	1 801	1 704	1 563
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>2 438</b>	<b>2 439</b>	<b>2 432</b>	<b>2 433</b>	<b>2 506</b>
Liens entre la Nation et son armée	42	41	41	40	35
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 296	2 297	2 296	2 297	2 377
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	101	101	96	96	94
<b>COHESION DES TERRITOIRES <sup>(3)</sup></b>	<b>17 769</b>	<b>17 808</b>	<b>17 717</b>	<b>17 826</b>	<b>18 715</b>
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	2 014	2 014	2 075	2 099	1 963
Aide à l'accès au logement	14 346	14 346	14 346	14 346	15 515
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	731	725	694	685	611
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	203	261	152	240	211
Interventions territoriales de l'Etat	58	46	49	56	47
Politique de la ville	417	417	400	399	368
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>683</b>	<b>668</b>	<b>664</b>	<b>665</b>	<b>645</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	421	406	406	404	388
Conseil économique, social et environnemental	42	42	42	42	41
Cour des comptes et autres juridictions financières	220	219	215	218	215
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
<b>CREDITS NON REPARTIS</b>	<b>424</b>	<b>124</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	424	124	0	0	0
<b>CULTURE</b>	<b>3 032</b>	<b>2 927</b>	<b>2 976</b>	<b>2 913</b>	<b>2 850</b>
Patrimoines	932	905	900	898	877
Création	869	799	850	796	784
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 231	1 223	1 225	1 219	1 188
<b>DEFENSE</b>	<b>47 841</b>	<b>43 293</b>	<b>45 681</b>	<b>43 287</b>	<b>42 259</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	1 423	1 376	1 435	1 395	1 371
Préparation et emploi des forces	9 599	8 848	8 729	8 963	8 536
Soutien de la politique de la défense	23 411	23 079	23 034	22 919	22 348
Equipement des forces	13 409	9 991	12 483	10 010	10 005
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>1 609</b>	<b>1 483</b>	<b>1 337</b>	<b>1 386</b>	<b>1 379</b>
Coordination du travail gouvernemental	705	728	615	635	628
Protection des droits et libertés	96	97	92	93	90
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	809	658	630	658	661



unité : million d'€	Prévisions annuelles 2018		Cumul à fin décembre 2018		Cumul à fin décembre 2017 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES</b>	<b>12 703</b>	<b>12 724</b>	<b>13 086</b>	<b>13 517</b>	<b>12 366</b>
Infrastructures et services de transports	4 475	4 531	4 950	5 399	4 628
Affaires maritimes <sup>(2)</sup>	160	160	160	163	168
Paysages, eau et biodiversité	166	166	150	151	266
Expertise, information géographique et météorologie	511	510	512	507	494
Prévention des risques	812	801	795	793	595
Energie, climat et après-mines	452	512	443	503	636
Service public de l'énergie	3 118	2 994	3 096	2 977	2 544
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	3 009	3 051	2 980	3 025	3 035
<b>ECONOMIE</b>	<b>2 081</b>	<b>1 820</b>	<b>2 022</b>	<b>1 812</b>	<b>3 478</b>
Développement des entreprises et régulations <sup>(2)</sup>	987	949	981	951	2 585
Plan "France Très haut débit"	197	-11	159	-11	8
Statistiques et études économiques	466	451	457	449	448
Stratégie économique et fiscale	431	431	425	423	436
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>42 011</b>	<b>42 189</b>	<b>41 679</b>	<b>42 119</b>	<b>42 351</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	41 650	41 650	41 541	41 541	41 697
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	104	104	45	45	35
Epargne	103	103	101	101	97
Majoration de rentes	142	142	142	142	261
Dotations en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	100	100	87
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	12	190	-250	190	174
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>71 817</b>	<b>71 748</b>	<b>71 658</b>	<b>71 661</b>	<b>70 326</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	22 034	22 034	22 001	22 001	21 561
Enseignement scolaire public du second degré	32 910	32 910	32 916	32 917	32 432
Vie de l'élève	5 421	5 421	5 418	5 418	5 167
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 567	7 567	7 564	7 565	7 477
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 443	2 375	2 327	2 331	2 292
Enseignement technique agricole	1 442	1 442	1 430	1 430	1 396
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>10 801</b>	<b>10 803</b>	<b>10 774</b>	<b>10 762</b>	<b>10 927</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 070	8 028	8 104	8 020	8 057
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	957	991	931	1 009	1 161
Facilitation et sécurisation des échanges	1 538	1 549	1 536	1 531	1 516
Fonction publique	235	236	203	202	194
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>1 512</b>	<b>1 540</b>	<b>1 524</b>	<b>1 555</b>	<b>1 461</b>
Immigration et asile	1 196	1 224	1 221	1 252	1 272
Intégration et accès à la nationalité française	316	316	303	303	189
<b>INVESTISSEMENTS D'AVENIR</b>	<b>34</b>	<b>1 113</b>	<b>4 004</b>	<b>1 113</b>	<b>0</b>
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	143	650	143	0
Valorisation de la recherche	250	227	2 370	227	0
Accélération de la modernisation des entreprises	-217	744	984	744	0
<b>JUSTICE</b>	<b>8 954</b>	<b>8 671</b>	<b>8 453</b>	<b>8 606</b>	<b>8 242</b>
Justice judiciaire	3 440	3 451	3 354	3 432	3 289
Administration pénitentiaire	3 460	3 515	3 405	3 498	3 398
Protection judiciaire de la jeunesse	854	839	836	825	812
Accès au droit et à la justice	430	430	430	430	379
Conduite et pilotage de la politique de la justice	766	431	424	417	360
Conseil supérieur de la magistrature	4	4	4	4	4
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>532</b>	<b>545</b>	<b>515</b>	<b>547</b>	<b>549</b>
Presse et médias	278	278	264	280	275
Livre et industries culturelles	254	267	252	268	274
<b>OUTRE-MER</b>	<b>2 253</b>	<b>2 195</b>	<b>2 217</b>	<b>2 114</b>	<b>2 030</b>
Emploi outre-mer	1 423	1 428	1 433	1 430	1 297
Conditions de vie outre-mer	830	767	784	684	733



unité : million d'€	Prévisions annuelles 2018		Cumul à fin décembre 2018		Cumul à fin décembre 2017 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP consommés
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>992</b>	<b>992</b>	<b>992</b>	<b>992</b>	<b>991</b>
Présidence de la République	103	103	103	103	100
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	35	35	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	12	12	12	12	14
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>27 473</b>	<b>27 531</b>	<b>27 474</b>	<b>27 579</b>	<b>27 203</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	13 440	13 434	13 421	13 404	13 133
Vie étudiante	2 643	2 650	2 644	2 651	2 644
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	6 650	6 695	6 650	6 697	6 598
Recherche spatiale	1 598	1 598	1 598	1 598	1 453
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 747	1 720	1 744	1 718	1 903
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	767	807	794	886	864
Recherche duale (civile et militaire)	175	175	175	175	167
Recherche culturelle et culture scientifique	112	112	111	111	113
Enseignement supérieur et recherche agricoles	340	341	339	340	330
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>6 448</b>	<b>6 448</b>	<b>6 448</b>	<b>6 448</b>	<b>6 330</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 235	4 235	4 247	4 247	4 075
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	824	824	824	824	828
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 388	1 388	1 377	1 377	1 427
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>3 958</b>	<b>3 772</b>	<b>3 687</b>	<b>3 572</b>	<b>3 305</b>
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	3 723	3 525	3 496	3 305	2 846
Concours spécifiques et administration	235	247	191	267	459
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>124 615</b>	<b>124 615</b>	<b>125 727</b>	<b>125 727</b>	<b>112 573</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	108 650	108 650	110 022	110 022	99 909
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	15 965	15 965	15 705	15 706	12 664
<b>SANTE</b>	<b>1 374</b>	<b>1 375</b>	<b>1 336</b>	<b>1 338</b>	<b>1 225</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	473	474	425	427	414
Protection maladie	901	901	911	911	812
<b>SECURITES</b>	<b>20 683</b>	<b>19 877</b>	<b>20 532</b>	<b>19 884</b>	<b>19 494</b>
Police nationale	10 856	10 579	10 809	10 596	10 301
Gendarmerie nationale	8 964	8 740	8 916	8 735	8 651
Sécurité et éducation routières	39	39	38	39	35
Sécurité civile	824	520	769	515	507
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>19 893</b>	<b>19 901</b>	<b>19 826</b>	<b>19 847</b>	<b>19 054</b>
Inclusion sociale et protection des personnes	7 021	7 022	6 987	6 986	6 546
Handicap et dépendance	11 341	11 341	11 332	11 333	10 979
Egalité entre les femmes et les hommes	30	30	29	29	22
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	1 501	1 508	1 477	1 499	1 506
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>966</b>	<b>948</b>	<b>962</b>	<b>936</b>	<b>854</b>
Sport	344	336	343	328	314
Jeunesse et vie associative	564	564	561	560	540
Jeux olympiques et paralympiques 2024 <sup>(1)</sup>	58	48	58	48	0
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>14 327</b>	<b>15 165</b>	<b>11 709</b>	<b>14 949</b>	<b>16 993</b>
Accès et retour à l'emploi	7 190	7 511	4 862	7 477	9 149
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	6 300	6 891	6 026	6 724	7 111
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	145	74	140	72	84
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	692	689	680	676	649
<b>TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>459 506</b>	<b>454 557</b>	<b>456 834</b>	<b>455 449</b>	<b>440 732</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>334 891</b>	<b>329 942</b>	<b>331 106</b>	<b>329 722</b>	<b>328 159</b>

<sup>(1)</sup> Création en LFI 2018

<sup>(2)</sup> Changement de libellé en LFI 2018

<sup>(3)</sup> Regroupement des missions "Egalité des territoires et logement" et "Politique des territoires" supprimées en LFI 2018



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2018	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Impôt sur le Revenu (A)</b>	<b>79 023</b>	<b>79 215</b>	<b>77 622</b>	<b>77 622</b>
<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)</b>	<b>3 327</b>	<b>3 407</b>	<b>3 222</b>	<b>3 222</b>
<b>Impôt sur les sociétés (C)</b>	<b>62 677</b>	<b>65 320</b>	<b>66 097</b>	<b>66 097</b>
Impôt sur les sociétés	61 402	63 976	64 773	64 773
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 275	1 344	1 324	1 324
<b>Autres impôts directs et taxes assimilées (D)</b>	<b>11 804</b>	<b>11 235</b>	<b>15 720</b>	<b>13 119</b>
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	1 042	864	1 017	1 017
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 070	4 192	3 707	3 707
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	780	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	1	1	1	1
Impôt sur la fortune immobilière <sup>(2)</sup>	1 667	1 900	5 067	5 067
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	135	135	80	80
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	2	2	16	16
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	24	20	24	24
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	31	28	30	30
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	79	79	75	75
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	198	198	286	286
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	2	4	4	4
Prélèvements de solidarité <sup>(1)</sup>	2 691	2 763	2 567	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	4	4	4	4
Recettes diverses	1 079	1 047	2 843	2 809
<b>Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)</b>	<b>13 876</b>	<b>13 678</b>	<b>10 482</b>	<b>11 114</b>
<b>Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)</b>	<b>211 437</b>	<b>211 656</b>	<b>203 361</b>	<b>205 751</b>
<b>Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)</b>	<b>35 801</b>	<b>36 608</b>	<b>32 044</b>	<b>31 280</b>
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	510	706	449	449
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	177	161	169	169
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	1	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	20	18	25	25



unité : million d'€.	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2018	2018	2017 retraité	2017 exécuté
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	2 573	2 678	2 273	2 273
Mutations à titre gratuit par décès	13 147	13 492	10 557	10 557
Contribution de sécurité immobilière	719	736	701	701
Autres conventions et actes civils	478	508	466	466
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	448	497	437	437
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	189	217	184	184
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	245	206	239	239
Timbre unique	393	355	382	382
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	9 947	9 982	9 523	9 523
Autres droits et recettes accessoires	13	21	4	4
Amendes et confiscations	40	38	39	39
Taxe générale sur les activités polluantes	750	749	640	192
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	180	179	175	175
Autres droits et recettes à différents titres	28	72	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	41	47	40	40
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	53	53	52	52
Taxe sur certaines dépenses de publicité	24	23	24	24
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	577	576	576	576
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	28	27	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	2 353	2 359	2 331	2 246
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	759	746	741	741
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	427	431	435	435
Prélèvement sur les paris sportifs	503	462	338	302
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	61	62	56	56
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	802	774	661	661
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	6	5	5
Autres taxes	315	427	489	295
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)</b>	<b>417 944</b>	<b>421 119</b>	<b>408 549</b>	<b>408 206</b>
<b>TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de R et D)</b>	<b>293 329</b>	<b>295 392</b>	<b>295 976</b>	<b>295 633</b>



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2018	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Dividendes et recettes assimilées (A)</b>	<b>5 477</b>	<b>5 557</b>	<b>5 440</b>	<b>5 440</b>
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	3 210	3 235	3 329	3 329
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	479	483	576	576
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	1 784	1 808	1 535	1 535
Autres dividendes et recettes assimilées	4	32	0	0
<b>Produits du domaine de l'Etat (B)</b>	<b>2 223</b>	<b>2 277</b>	<b>2 308</b>	<b>2 308</b>
Revenus du domaine public non militaire	180	169	107	107
Autres revenus du domaine public	9	8	169	169
Revenus du domaine privé	60	141	1	1
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	981	974	979	979
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	983	973	982	982
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	60	60
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	11	12	11	11
<b>Produits de la vente de biens et services (C)</b>	<b>1 421</b>	<b>1 528</b>	<b>1 118</b>	<b>1 118</b>
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	409	426	423	423
Autres frais d'assiette et de recouvrement	632	766	616	616
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	62	38	60	60
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	4	3	3	3
Autres recettes diverses	315	294	14	14
<b>Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)</b>	<b>503</b>	<b>521</b>	<b>445</b>	<b>445</b>
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	84	83	88	88
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	5	5	5	5
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	16	16	24	24
Intérêts des autres prêts et avances	45	68	103	103
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	261	189	186	186
Autres avances remboursables sous conditions	1	0	1	1
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	13	13	13	13
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	78	147	25	25



	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2018	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)</b>	<b>1 589</b>	<b>1 503</b>	<b>1 907</b>	<b>1 907</b>
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	532	532	484	484
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	200	178	516	516
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	81	40	79	79
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	11	13	10	10
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	742	718	795	795
Frais de poursuite	11	10	10	10
Frais de justice et d'instance	11	10	11	11
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	2	2	2	2
<b>Divers (F)</b>	<b>2 396</b>	<b>2 499</b>	<b>2 600</b>	<b>2 600</b>
Reversements de Natixis	49	0	40	40
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	268	433	327	327
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	575	575	618	618
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	257	244	242	242
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	249	240	232	232
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	7	7	7	7
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	6	1	6	6
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	8	11	8	8
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	8	8	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	6	6	6	6
Récupération d'indus	31	30	30	30
Recouvrements après admission en non-valeur	143	130	139	139
Divers versements de l'Union européenne	14	6	13	13
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	34	41	19	19
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	31	26	30	30
Recettes diverses en provenance de l'étranger	2	2	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	3	3	3	3
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	301	297	293	293
Produits divers	230	216	406	406
Autres produits divers	174	222	170	170
<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)</b>	<b>13 609</b>	<b>13 886</b>	<b>13 818</b>	<b>13 818</b>





	Prévisions annuelles	Cumul à fin décembre		
	2018	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>	<b>-40 133</b>	<b>-40 325</b>	<b>-39 844</b>	<b>-43 781</b>
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-26 959	-26 974	-26 941	-30 877
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-12	-9	-12	-12
<b>Dotation</b> de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-20	-20	-44	-44
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-5 330	-5 519	-5 009	-5 009
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-2 080	-2 061	-1 981	-1 981
<b>Dotation</b> élu local	-65	-65	-65	-65
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-41	-56	-47	-47
<b>Fonds</b> de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-500	-500	-500
<b>Dotation</b> départementale d'équipement des collèges	-326	-326	-326	-326
<b>Dotation</b> régionale d'équipement scolaire	-661	-661	-661	-661
<b>Fonds</b> de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
<b>Dotation</b> globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3
<b>Compensation</b> relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-3 057	-3 057	-3 099	-3 099
<b>Dotation</b> pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-530	-525	-533	-533
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	-50	-50
<b>Dotation</b> de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-4	-3	-3	-3
<b>Dotation</b> de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-99	-99	-83	-83
<b>Fonds</b> de compensation des nuisances aéroportuaires	-7	-7	-7	-7
<b>Dotation</b> de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-333	-333	-389	-389
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	-87	-87	-82	-82
<b>Prélèvement</b> sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-18	-18	-9	-9
<b>Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>	<b>-20 650</b>	<b>-20 645</b>	<b>-16 380</b>	<b>-16 380</b>
<b>TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES</b>	<b>-60 783</b>	<b>-60 970</b>	<b>-56 224</b>	<b>-60 161</b>
<b>Fonds de concours</b>				
<b>Fonds</b> de concours ordinaires et spéciaux		4 231	3 860	3 860
<b>Fonds</b> de concours - coopération internationale		278	276	276
<b>TOTAL FONDS DE CONCOURS</b>	<b>3 582</b>	<b>4 508</b>	<b>4 136</b>	<b>4 136</b>





unité : million d'€.

	Prévisions annuelles 2018			Cumul à fin décembre					
	Dépenses	Recettes	Soldes	Dépenses		Recettes		Soldes	
				2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté
<b>Comptes d'affectation spéciale</b>	<b>75 080</b>	<b>74 999</b>	<b>-81</b>	<b>74 445</b>	<b>77 441</b>	<b>74 609</b>	<b>78 691</b>	<b>165</b>	<b>1 250</b>
Aides à l'acquisition de véhicules propres	465	465	0	551	295	597	352	46	57
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 299	1 299	0	1 466	1 362	1 463	1 528	-4	165
Développement agricole et rural	136	136	0	131	129	137	133	5	4
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	360	377	17	349	343	377	378	27	35
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	1 687	1 690	3	1 690	1 635	1 704	1 596	14	-39
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	582	410	-172	481	518	370	434	-110	-84
Participation de la France au désendettement de la Grèce	167	148	-19	0	0	148	183	148	183
Participations financières de l'Etat	5 000	3 500	-1 500	3 992	8 663	2 612	7 912	-1 380	-751
Pensions	58 411	60 001	1 590	58 505	57 707	59 963	59 646	1 458	1 939
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	383	383	0	708	401	649	408	-59	7
Transition énergétique	6 590	6 590	0	6 571	6 389	6 590	6 121	18	-268
<b>Comptes de concours financiers</b>	<b>128 900</b>	<b>129 034</b>	<b>134</b>	<b>124 104</b>	<b>120 672</b>	<b>124 722</b>	<b>120 935</b>	<b>618</b>	<b>263</b>
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	16 469	16 365	-104	14 996	14 174	15 099	14 227	103	53
Avances à l'audiovisuel public	3 895	3 895	0	3 895	3 931	3 895	3 930	0	0
Avances aux collectivités territoriales	107 064	107 553	489	103 930	102 074	104 510	102 235	581	161
Prêts à des Etats étrangers	1 273	1 188	-85	1 216	493	1 182	392	-34	-101
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	200	34	-166	68	0	36	151	-31	150
<b>Comptes de commerce</b>			<b>45</b>	<b>47 001</b>	<b>48 222</b>	<b>46 982</b>	<b>52 182</b>	<b>-19</b>	<b>3 959</b>
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires				703	619	660	620	-43	1
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire				172	167	169	172	-3	5
Couverture des risques financiers de l'Etat				1 341	2 132	1 341	2 132	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat				604	600	571	619	-33	19
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat				43 298	43 781	43 323	43 806	25	25
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes				6	6	10	8	4	2
Opérations commerciales des domaines				45	43	70	71	25	29
Régie industrielle des établissements pénitentiaires				26	25	27	27	1	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques				0	1	0	0	0	-1
Soutien financier au commerce extérieur				805	848	811	4 726	5	3 877
<b>Comptes d'opérations monétaires</b>			<b>62</b>	<b>1 170</b>	<b>2 518</b>	<b>3 522</b>	<b>1 850</b>	<b>2 352</b>	<b>-667</b>
Emission des monnaies métalliques				167	162	230	253	64	91
Opérations avec le Fonds Monétaire International				978	2 287	3 271	1 563	2 293	-725
Pertes et bénéfices de change				25	69	21	35	-5	-34
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX</b>			<b>160</b>	<b>246 720</b>	<b>248 853</b>	<b>249 836</b>	<b>253 658</b>	<b>3 116</b>	<b>4 805</b>
<b>TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)</b>			<b>160</b>	<b>245 741</b>	<b>246 565</b>	<b>246 564</b>	<b>252 095</b>	<b>823</b>	<b>5 530</b>



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2018
<b>Dépôts de fonds au Trésor</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	431	-64	367
	<b>Organismes à caractère financier</b>			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	0	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	429	-11	418
	<b>Total organismes à caractère financier</b>	<b>870</b>	<b>-75</b>	<b>796</b>
	<b>CEPL</b>			
	Régions	2 304	198	2 502
	Départements	6 292	913	7 206
	Communes	24 371	1 278	25 649
	HLM	343	-33	310
	Autres	23 822	1 456	25 278
	<b>Total CEPL</b>	<b>57 132</b>	<b>3 811</b>	<b>60 944</b>
	<b>Etablissements publics de santé</b>	<b>5 103</b>	<b>76</b>	<b>5 179</b>
	<b>Etablissements publics nationaux</b>			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 416	470	11 886
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 209	1 253	5 462
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 232	383	3 615
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 171	147	1 318
	<b>Total établissements publics nationaux</b>	<b>20 029</b>	<b>2 253</b>	<b>22 282</b>
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	<b>9 155</b>	<b>3 208</b>	<b>12 362</b>
	<b>Union européenne</b>	<b>3 767</b>	<b>-1 624</b>	<b>2 143</b>
	<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>			
Fonds et Fondations	56	-4	52	
GIP	780	-4	777	
EPL	2 371	152	2 523	
Autres correspondants	7 745	2 044	9 788	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	49	-2	47	
<b>Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>	<b>11 001</b>	<b>2 186</b>	<b>13 187</b>	
<b>Total Dépôts de fonds du Trésor</b>	<b>107 058</b>	<b>9 834</b>	<b>116 892</b>	
<b>Comptes à terme</b>	<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	<b>18</b>	<b>4</b>	<b>22</b>
	<b>Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
	<b>Total Comptes à terme</b>	<b>18</b>	<b>4</b>	<b>22</b>
<b>Total Passif (A)</b>		<b>107 076</b>	<b>9 838</b>	<b>116 914</b>
<b>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Découverts des correspondants du Trésor</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Actif (B)</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)</b>		<b>107 075</b>	<b>9 838</b>	<b>116 913</b>



	Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2018
unité : million d'€.			
<b>Titres négociables (A)</b>	<b>1 686 132</b>	<b>70 287</b>	<b>1 756 420</b>
<b>Titres négociables à moyen et long terme</b>	<b>1 559 659</b>	<b>83 860</b>	<b>1 643 520</b>
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 559 659	83 860	1 643 520
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 357 885	66 014	1 423 899
- <i>taux variable</i>	181 658	13 104	194 761
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	0	0	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
<b>Titres négociables à court terme</b>	<b>126 473</b>	<b>-13 573</b>	<b>112 900</b>
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	126 473	-13 573	112 900
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
<b>Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dettes financières et autres emprunts (C)</b>	<b>7 169</b>	<b>-171</b>	<b>6 998</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>1 693 301</b>	<b>70 116</b>	<b>1 763 417</b>



Les chiffres « Prévisions annuelles » correspondent aux données publiées en LFI et LFR 2018.

Les chiffres « 2018 » présentés sont les données cumulées au 31 décembre 2018.

Les chiffres « 2017 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière.

Les chiffres « 2017 retraité » correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2018.

#### **Autorisations d'engagement (AE)**

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

#### **Budgets annexes (BA)**

Le BACEA retrace les recettes et les dépenses de la direction générale de l'aviation civile (DGAC).

Le BAPOIA retrace les recettes et les dépenses de la direction de l'information légale et administrative (DILA).

Les données de solde des BA sont transmises par les gestionnaires sous le contrôle de leurs comptables.

#### **Catégorie**

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

#### **Comptes spéciaux**

##### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

##### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

#### **Correspondants du Trésor**

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

#### **Crédits de paiement (CP)**

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

#### **Dettes financières de l'Etat**

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.

#### **Différences d'arrondis**

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

#### **FMI : Fonds Monétaire International**

#### **Fonds de concours**

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

#### **Mission**

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

#### **Prélèvements sur recettes**

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

#### **Programme**

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

#### **R et D : Remboursements et Dégrèvements**

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

#### **Solde budgétaire de l'exercice**

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

#### **Titre**

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.